

Gestion intégrée des ressources naturelles renouvelables

En matière de développement agricole, la première lettre de politique de développement agricole intervenu en 1992 a été revue et actualisée deux fois. La dernière actualisation a abouti à l'adoption du document en juillet 2007 sous la forme de Politique Nationale de Développement Agricole (PNDA) Vision 2015. Le nouveau document de politique agricole devrait contribuer à la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la sécurité alimentaire, la diversification des productions vivrières, la réduction des importations du riz, l'amélioration de la balance des paiements et la protection de l'environnement. Elle s'articule autour de l'amélioration de l'efficacité des exportations familiales et des marchés, de la promotion de l'entrepreneuriat agricole grâce à la stimulation de l'initiative privée, de l'amélioration de l'accès aux marchés national, sous-régional et international des produits agricoles et de l'assurance d'une gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement.

La République de Guinée s'est engagée, depuis 2004 dans le processus d'élaboration des politiques nationales en cohérence avec les engagements pris au niveau international et sous régional, notamment les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et les stratégies de réduction de la pauvreté. La DSRP II, promulgué en juillet 2007 constitue aussi le cadre national d'intervention en faveur du développement économique et social. Il s'articule autour de trois axes principaux dont : l'accélération de la croissance avec de larges opportunités d'emplois et de revenus pour les populations pauvres, le développement et l'accès équitable aux services sociaux de base, et l'amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités institutionnelles et humaines. La DSRP assigne au secteur agricole et rural un rôle de premier plan dans la création de richesse et la sécurité alimentaire. Cette place est octroyée au secteur agricole et rural eu égard au potentiel de croissance de l'agriculture guinéenne - bénéficiant de conditions naturelles propices - et de l'ampleur de la pauvreté en milieu rural, 4 pauvres sur 5 vivent en milieu rural.

Dans ce contexte, la stratégie de développement de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche constitue un cadre d'opérationnalisation du DSRP. Cependant, pour que le secteur primaire joue pleinement son rôle de moteur du développement de la guinée, le DSRP reconnaît l'importance de la stabilisation macroéconomique et du développement des infrastructures de base.

Le diagnostic du secteur primaire fait ressortir, outre les potentiels pour son développement, de nombreuses contraintes et problèmes à résoudre. L'option pour la réalisation des objectifs du Programme Détaillé du Développement Agricole en Afrique (PDDAA) d'allouer au moins 10% du budget national à l'agriculture, de réaliser 6% de croissance agricole annuelle et d'atteindre l'OMDI dicte le besoin d'améliorer la qualité et la cohérence des politiques et stratégies dans le secteur agricole. Dans cette perspective et pour atteindre cet objectif assigné, cinq programmes ont été définis pour le PNIA-Guinée, à savoir :

1. Programme de développement durable de la riziculture
2. Programme de diversification pour la sécurité alimentaire
3. Programme de promotion des exportations agricoles et de l'agrobusiness
- 4. Programme de gestion intégrée des ressources naturelles**
5. Renforcement institutionnel et de coordination de la mise en œuvre du PNIA.

Objectifs et Résultats Attendus

Le principal objectif de ce programme est d'améliorer et de sécuriser les systèmes de production sur des bases durables, tout en veillant à la protection de l'environnement dans toutes ses composantes. Gérer de façon concertée et durable les ressources naturelles partagées en vue d'améliorer sensiblement les conditions de vie des populations à travers ; i) la création des conditions d'une

exploitation durable et non conflictuelle des ressources pastorales transfrontalières ; ii) la préservation de la biodiversité des écosystèmes forestiers transfrontaliers ; et iii) l'exploitation et la gestion rationnelle des ressources halieutiques. Ce programme vise l'ensemble des ressources naturelles d'importance stratégique pour la région et dont l'utilisation est généralement partagée par plusieurs

pays à savoir i) les ressources pastorales ; ii) les ressources forestières ; iii) les ressources halieutiques.

Coût estimatif : Le cout estimatif de ce programme est de 203,05 millions de \$US.

SOUS-PROGRAMMES

I. APPUI A LA GESTION DES ECOSYSTEMES FORESTIERS ET FAUNIQUES TRANSFRONTALIERS

Objectif et résultats attendus : Contribuer à la préservation et l'utilisation rationnelle des ressources forestières fauniques pour favoriser une agriculture durable et la préservation du couvert végétal en vue de freiner le processus de dégradation du patrimoine forestier. Assurer la reconstitution des zones dégradées, accroître la rentabilité économique des produits forestiers ligneux et la promotion des produits forestiers non ligneux, préserver la faune sauvage en vue d'assurer les équilibres éco systémiques pour une plus grande production des biens et services. Cette composante vise à : (i) inventorier les ressources forestières, élaborer les plans d'aménagement, mettre en œuvre les plans d'aménagement et renforcer les capacités d'intervention des structures de gestion ; (ii) élaboration d'un plan national de restauration (PNR) et sa mise en œuvre ; (iii) rendre opérationnelles les structures de valorisation, durable, l'exploration des produits forestiers ligneux, durablement exploités, valoriser les produits forestiers non ligneux, mettre en évidence la contribution du secteur forestier au PIB ; (iv) élaboration de la politique nationale de gestion de la faune, du plan de gestion de la faune et sa mise en œuvre effective.

Composantes

A) GESTION DES RESSOURCES FORESTIERES ET FAUNIQUES

Activités :

- (i) Collecte des informations documentaires sur les ressources, études socio-économiques et physiques (traitement des images satellitaires et/ou des photos aériennes de l'ensemble du territoire pour la cartographie de base et finalisation de la cartographie), interprétation des résultats d'inventaire et rédaction des rapports d'inventaires ;
- (ii) Etablissement des plans d'aménagement proprement dits, rédaction des procès verbaux d'aménagement des forêts et validation des plans d'aménagement, approbation des plans d'aménagement, élaboration des plans de gestion ou d'intervention et mise en œuvre des plans d'aménagement et du suivi à travers les plans de gestion et d'intervention ;
- (iii) Identification des besoins de renforcement des capacités, planification des modules de formation,

équipement des structures de gestion et de suivi du programme de renforcement des capacités.

Coût estimatif : 10,80 millions de \$US.

B) GESTION DE LA VALORISATION DES PRODUITS FORESTIERS

Activités :

- (i) Collecte des informations documentaires sur les ressources, études socioéconomique et environnementale, étude sur les populations de faune en fonction des aires de répartition, analyse des données collectées sur la faune, élaboration de la cartographie de base, rédaction du rapport d'inventaire et la finalisation de la cartographie
- (ii) Elaboration d'un schéma directeur d'aménagement des aires protégées, élaboration de la carte de répartition des espèces, élaboration des documents d'orientation de la chasse de subsistance et du tourisme cynégétique, élaboration des atlas, diffusion des documents d'orientation et le suivi de la mise en œuvre du plan de gestion de la faune sauvage.

Coût estimatif : 16,55 millions de \$US.

2. PECHE ET AQUACULTURE, CONSERVATION ET SURVEILLANCE DES PECHEES

Objectifs : Assurer au pays, entre 2011 et 2018, la bonne gouvernance des ressources halieutiques et aux populations, des moyens d'existence durables (i) en restaurant la biodiversité affectée par la disparition constatée d'espèces, la baisse notoire de la taille des grands individus, (ii) en portant progressivement l'indice d'abondance globale des ressources à 200 kg/30 mn de chalutage en lieu et place des 50kg/30 mn en 2009, (iii) en régulant l'effort de pêche pour éviter la surpêche et la surcapacité de la flotte, (iv) en développant la cogestion des ressources naturelles à travers notamment la surveillance participative.

Dans cette optique, il s'agira à l'horizon 2018, que la recherche, la surveillance et l'aménagement participatifs des pêches soient renforcés pour garantir durablement la connaissance et le suivi des stocks, la gestion éco systémique, les niveaux d'exploitation des ressources et l'environnement socio-économique afin d'assurer l'exploitation durable des ressources.

Activités :

- (i) Evaluation et suivi des stocks des principaux groupes d'espèces marines démersales et pélagiques
- (ii) Mise en place d'un dispositif multilatéral pour la reconstitution des ressources marines menacées (aires marines protégées, récifs artificiels)

- (iii) Etude hydro-biologique et socio-économique sur le potentiel et le niveau de production des eaux intérieures
- (iv) Mise en place d'un dispositif d'intervention contre les risques de pollution et de mauvaises pratiques ;
- (v) Acquisition de deux vedettes de surveillance hauturières
- (vi) Appui à la surveillance participative des pêches
- (vii) Développement d'une unité de recherche et de vulgarisation sur les problématiques écologiques de la pêche continentale et de la pisciculture ;
- (viii) Reboisement des têtes de sources des principaux cours d'eau;
- (ix) Mise en place de plans d'aménagement participatifs des pêches pour chacune des principales espèces menacées ;
- (x) Mise en place et suivi d'un plan de gestion de la surcapacité des pêches
- (xi) Mise en place et suivi d'un plan national de lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.
- (xii) Renforcement des capacités techniques de la surveillance des pêches et de la recherche halieutique.

Coût estimatif : 150,00 millions de \$US.

3. GESTION DES RESSOURCES PASTORALES DES ESPACES PASTORAUX ET INTEGRATION AGRICULTURE-ELEVAGE

Objectifs : préserver la base productive de l'élevage ; développer l'intégration agriculture-élevage.

Activités :

- (i) Affectation et délimitation des espaces pastoraux (clôtures pastorales, mise en place de périmètres pastoraux) ;
- (ii) Promotion de l'intégration agriculture-élevage, gestion de la transhumance et des conflits agriculteurs éleveurs à travers : l'appui à la traction animale, la construction de parcs de nuit, d'étables-fumière, la mise en défens des cultures, la mise en place des comités de gestion de la transhumance et des conflits, le balisage de pistes à bétail.

Coût estimatif : 2,00 millions de \$US.

4. GESTION DE LA SECURISATION FONCIERE

Objectif et résultats attendus : (i) améliorer les conditions d'accès et de gestion durable et équitable des ressources foncières rurales ; (ii) sécuriser les exploitants ruraux pour renforcer l'équité et la paix sociale afin de stimuler la production et la productivité agricole ; (iii) promouvoir la décentralisation de la gestion des ressources foncières rurales, (iv) favoriser l'accès à

la terre des personnes pauvres et des groupes sociaux défavorisés.

Activités :

- (i) Promulgation et la mise en application des textes législatifs et réglementaires relatifs à la sécurisation foncière.
- (ii) Mise en place des commissions foncières au niveau des communautés rurales
- (iii) Mise en place de projets pilotes.

Coût estimatif : 4,5 millions de \$US.

5. AMELIORATION DE LA FERTILITE DES SOLS

Objectif : Assurer l'accroissement de la productivité agricole par : i) l'utilisation de la fumure organique, ii) la maîtrise de l'application des systèmes agro forestiers.

Activités :

- (i) Production des engrais organiques
- (ii) Promotion des plantes de couverture dans les jachères
- (iii) Formation des acteurs à la production et à l'utilisation de la fumure organique
- (iv) Suivi de l'application de la fumure organique
- (v) Inventaire des techniques agro forestières couramment utilisées
- (vi) Appui des acteurs à la maîtrise des techniques agro forestières adaptées.

Coût estimatif : 2,65 millions de \$US.

6. ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PANA)

Objectif et résultats attendus : En raison des mauvaises pratiques d'exploitation des ressources naturelles et leurs effets sur le climat, le sous programme a pour objectif d'identifier et mettre en œuvre des mesures urgentes à prendre pour s'adapter aux effets néfastes des changements climatiques. Ce sous programme vise (i) l'identification des cibles les plus vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques, (ii) l'évaluation de la vulnérabilité et l'adaptation des options aux changements et, (iii) l'élaboration des profils de projet en fonction de l'état de vulnérabilité des ressources et des groupes socioéconomiques.

Activités :

- (i) Identification des cibles les plus vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques.
- (ii) Propositions méthodologiques d'évaluation de la vulnérabilité et des options d'adaptation aux changements.

(iii) Mise en œuvre des vingt cinq projets élaborés.

Coût estimatif : 8,05 millions de \$US.

7. GESTION DES RESSOURCES GENETIQUES ANIMALES

Objectif : Améliorer la productivité du bétail..

Activités :

- (i) Mise en œuvre du programme de gestion durable du bétail ruminant endémique ;

(ii) Mise en œuvre d'un programme d'amélioration génétique des porcins en Guinée Forestière et en Basse Guinée ;

(iii) Mise en œuvre d'un programme national d'amélioration génétique des petits ruminants.

Coût estimatif : 8,5 millions \$US.

Tableau I - Coûts du Programme 4 : Gestion intégrée des ressources naturelles (millions \$US)

Sous-programmes	2010-2012	2013-2015	2016-2018	Total	Mobilisé	Gap
1. Appui à la gestion des écosystèmes forestiers, fauniques et transfrontaliers	6,84	10,26	10,26	27,35	5,00	22,35
2. Pêche et aquaculture, conservation et surveillance des pêches	37,50	56,25	56,25	150,00	5,00	145,00
3. Gestion des ressources pastorales des espaces pastoraux et intégration agriculture-élevage	0,50	0,75	0,75	2,00	1,00	1,00
4. Gestion de la sécurisation foncière	1,13	1,69	1,69	4,50	0,5	4,00
5. Amélioration de la fertilité des sols	0,66	0,99	0,99	2,65	0,5	2,05
6. Adaptation aux changements climatiques	2,01	3,02	3,02	8,05	1,5	7,05
7. Gestion des ressources génétiques animales	2,13	3,19	3,19	8,50	0,5	8,00
TOTAL PROGRAMME	50,77	76,15	76,15	203,05	14,00	189,05